

vu par M. Cottat, 27.7.

Légation de Suisse
en
France

Paris, le 24 juillet 1950.

Rapport No 11

L'affaire de Corée.

*du 27.7.50 au
M. R. R. V. Stämpfli
reçu
29.7.50. g.v.
(g. p. 2 et suiv.)*

Confidentiel

Monsieur le Président de la Confédération,

Voici l'opinion du Gouvernement français sur l'affaire de Corée telle qu'elle m'a été confiée par un haut fonctionnaire compétent du Quai d'Orsay.

On constate à l'heure actuelle un tassement des positions américaines. Il ne faut pas être trop optimiste, mais les Américains ont néanmoins engagé finalement des moyens militaires sérieux.

Le plan russe consistait à réussir rapidement à la faveur de la surprise et du renversement par l'intérieur du régime de la Corée du Sud. Les moyens employés étaient à la mesure de ces deux objectifs. Si la surprise a réussi totalement, et la révolution intérieure a été très près d'être entamée, il n'en faut pas moins constater que le plan russe dans son ensemble n'a pas réussi. Le conflit dure depuis 4 semaines, les Américains conservent d'importantes têtes de ponts. L'intervention rapide des Etats-Unis a permis que la procédure internationale prévue pour le cas d'annexion ait joué pleinement et en temps utile.

Malgré ce bilan provisoire favorable qui a déjoué le plan primitif du Kremlin et pose celui-ci devant des pro-

Monsieur Max Petitpierre,
Président de la Confédération suisse,
Département Politique fédéral,
B e r n e .



- 2 -

blèmes entièrement nouveaux, l'affaire de Corée n'en a pas moins permis aux Occidentaux de faire quelques découvertes.

La première est que le système d'information des Etats-Unis a entièrement failli. Il est extraordinaire de penser qu'établis depuis cinq ans dans le pays, qui a une frontière perméable et même pratiquement ouverte aux indigènes, les services de renseignements américains n'ont pas été renseignés. La veille même de l'agression, des fonctionnaires des Nations Unies (Commission pour l'Extrême-Orient) s'étaient promenés le long de la frontière ! Cela entraînera une réforme des services américains de renseignements et le départ de l'Amiral Hillenkoetter.

La deuxième découverte confirme certaines appréhensions européennes. La grande idée stratégique américaine était jusqu'ici que "qui tient l'air tient la terre". Il s'avère maintenant que ce principe n'est vrai que dans certaines régions. Il n'est par contre pas valable dans des terrains aptes à la guérilla.

Le Gouvernement français a décidé d'envoyer, à titre symbolique, un bateau de guerre français dans les eaux de Corée. La France soutient en Indochine, depuis 4 ans, une guerre de proportions bien plus considérables dont les Américains par un retour complet commencent seulement maintenant à apprécier l'importance internationale, après l'avoir envisagée longtemps avec suspicion. Ceci dit, le Gouvernement français estime que l'expérience de Corée doit entraîner a des échanges de vue avec les Américains au sujet des services d'information et des armes actuelles.

Voilà le plan militaire.

Sur le plan politique, il est clair que les Russes pourraient continuer à chercher d'autres points de faiblesse des nations libres : l'Iran, la Yougoslavie, l'Autriche et Berlin. Berlin semble même, à l'heure actuelle, le point

- 3 -

le plus menacé parce qu'il est absolument certain que l'aviation américaine étant actuellement engagée dans une sorte d'opération de pont aérien entre la Californie, le Japon et la Corée, il ne saurait plus être question d'un pont aérien à Berlin, comme cela a été le cas en 1948.

La situation à Berlin est toutefois un peu meilleure qu'en 1948 en ce sens que les zones occidentales ont des réserves de vivres pour 8 mois. La question importante est celle-ci : une politique d'agression russe dans les points envisagés plus haut, constituerait-elle un casus belli ? Ceci doit être éclairci pour cesser de se borner à réagir après coup aux initiatives russes. On sait que chaque fois que les nations libres ont pris elles-mêmes l'initiative, elles ont tenu les Russes en échec : ainsi en repoussant le Général grec Markos, que les Russes ont désavoué par la suite, et par l'opération du pont aérien qui les a également amenés à reculer.

Toutes ces questions ont engagé le Ministre français des Affaires étrangères à remettre, le 18 juillet, un long memorandum à l'Ambassadeur des Etats-Unis. Voici un résumé de ce memorandum :

Le débat sur la question de savoir si la Chine communiste doit être admise au Conseil de sécurité ne doit pas s'ouvrir avant que les forces de la Corée du Nord se soient repliées au delà du 38e parallèle. Si cette condition était remplie, le Gouvernement français se réserve toute liberté d'action quant à la question de savoir si le Gouvernement de Pékin peut être admis à l'ONU. Il estime même que l'admission de la Chine pourrait offrir plus d'avantages que d'inconvénients.

Ainsi que l'a déclaré le Président Plevén, le 11 juillet, le Gouvernement français va consacrer 80 milliards

- 4 -

de crédits supplémentaires au réarmement.

britannique

Le Ministre*de la défense, M. Shinwell, qui était ces jours-ci à Paris, a déclaré à ses collègues français que le Royaume Uni ferait aussi un sérieux effort supplémentaire.

Le Gouvernement français estime d'autre part qu'une augmentation de l'effort individuel des nations de l'Europe occidentale est absolument nécessaire pour éviter que les Etats-Unis n'entreprennent l'ensemble des problèmes militaires de l'avenir sous un point de vue purement individuel et égoïste.

Le memorandum français continue en disant que les questions d'Extrême-Orient conservent leur importance, mais qu'en dépit de leurs efforts pendant 18 mois, depuis la création du Pacte de l'Atlantique, les nations de l'Europe occidentale sont démunies des moyens indispensables. Il y a une disproportion flagrante entre les engagements qu'elles ont assumés et les moyens dont elles disposent, ainsi que cela a été constaté éloquemment par les journalistes américains Lippmann et Allsopp, de l'opinion desquels le Quai d'Orsay tient le plus grand compte. Le memorandum français ajoute que la puissance de l'URSS serait incomparable si elle pouvait disposer un jour de tous les moyens de l'entier continent européen. L'opinion française rejoint donc celle du Général Bradley pour dire que les Etats-Unis ne doivent pas s'enliser en Extrême-Orient mais qu'il est indispensable, pour leur propre sécurité, de maintenir l'Europe occidentale en état de défense.

Là-dessus se termine le memorandum du Ministre Schumann.

Le Quai d'Orsay a imparti à toutes ses missions

- 5 -

dans les pays satellites ou limitrophes de l'URSS, l'instruction de le tenir informer sur tout symptôme de préparation d'une agression de la part de la Russie. Il a convoqué en outre une conférence de spécialistes. Cette conférence est arrivée aux deux conclusions suivantes :

1. On ne décèle nulle part en Europe orientale ou dans le Proche-Orient des préparatifs particuliers, sauf peut-être en Bulgarie. Les autres pays balkaniques ne laissent détecter aucun préparatif militaire particulier. Le Shah de Perse a déclaré à l'Ambassadeur de France à Téhéran qu'il ne voyait absolument rien à l'heure actuelle du côté de la frontière russo-iranaise.

La Suède qui dispose d'un excellent système de renseignements a confirmé pleinement cette opinion. Les services français compétents se réjouissent par ailleurs tout particulièrement de pouvoir constater eux-mêmes le parfait fonctionnement des services suédois et leur esprit de coopération.

2. Les Russes disposent actuellement en Europe d'un dispositif permanent tel, qu'ils pourraient faire face sans préparatif spécial à toute action d'agression. Ils disposeraient notamment dans l'Europe de l'Est de pas moins de 35 Divisions blindées, qui n'ont évidemment pas leur équivalent du côté des nations occidentales.

Les actions diplomatiques entreprises par le Foreign Office et par le Pandit Nehru, en marge de l'affaire de Corée, n'aboutissent pas et ne pouvaient pas aboutir. Celle du Pandit Nehru notamment est pleine d'inconvénients et joue

- 6 -

entièrement au profit des Russes. En effet, son initiative a été accueillie très fraîchement à Washington et à Londres, et avec beaucoup d'empressement à Moscou. Cette nation nouvellement arrivée sur le parquet international, naturellement vaniteuse et susceptible, a ressenti vivement ce fait. La presse indienne se déchaîne depuis lors contre les occidentaux et n'a que des égards et des empressements pour le Kremlin, ce qui n'est pas sans influence sur l'opinion publique en Asie.

La guerre de Corée ne comporte aucun changement dans les institutions atlantiques et européennes. Le Pacte de l'Atlantique continuera de fonctionner ainsi qu'il l'a été prévu lors de la Conférence de Londres du mois de mai. La France y délègue, à titre de suppléant, M. Hervé Alphand (qui abandonne de ce fait toutes ses fonctions en tant que Directeur général des affaires économiques, financières et techniques au Quai d'Orsay, de Chef de la Délégation à l'OECE et membre de la Délégation française au Plan Schuman, ainsi qu'à la tête du Groupe consultatif pour le commerce Est-Ouest, etc. etc.). Sa fonction de suppléant à la Conférence des 12 du Pacte de l'Atlantique est considérée comme un "full time job" à l'exclusion de toute autre activité.

Sur le plan militaire, on a constaté en Corée que les canons de 75 et de 105, ainsi que les armes anti-chars, étaient insuffisants. La nécessité de mettre rapidement à exécution de nouvelles armes dont on ne possédait jusqu'ici que des prototypes a été démontrée. Cette constatation est d'autant plus troublante qu'on a remarqué que les armées de la Corée du Nord étaient dotées de l'armement russe de la dernière phase de la guerre en 1945.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma très haute considération.

Ja tis